



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : C.REVOL

☎ : 04.56.59.49.76

📠 : 04.56.59.49.96

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

N°2014 094 - 0041

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le livre 1^{er}, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et le livre V, titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.511-2, L.514-5 et le livre V titre IV ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les installations classées de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) située Port de Vienne Sud 38150 Salaise sur Sanne dont l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012180-0024 du 28 juin 2012 portant renouvellement d'agrément pour une installation de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage – Agrément N°PR3800003B ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes, du 17 février 2014 (transmis au préfet de l'Isère le 27 mars 2014), réalisé à la suite de la visite d'inspection inopinée effectuée le 10 février 2014 sur le site de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) implanté Port de Vienne Sud 38150 Salaise sur Sanne ;

VU la lettre du 18 mars 2014 par laquelle l'inspection des installations classées de la DREAL a transmis, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, son rapport à la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) et l'a informée de la proposition de mise en demeure concernant son site de Salaise sur Sanne ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 10 février 2014, l'inspection des installations classées a constaté des non-conformités dont la présence de pneumatiques sur certains VHU issus de centres agréés ;

CONSIDRANT le non respect du 1° de l'annexe II de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage qui précise que le broyeur est tenu de refuser tout véhicule hors d'usage pour lequel les opérations prévues à l'annexe I dudit arrêté n'ont pas été réalisées ;

CONSIDERANT que le non respect des dispositions prévues par l'arrêté susvisé est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient de faire application des dispositions des articles L.171-8 et R.515-38 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale adjointe, secrétaire générale par intérim de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} – La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) située Port de Vienne Sud à Salaise sur Sanne (38150) est mise en demeure, **dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter le 1^o de l'annexe II de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicule hors d'usage, en application de l'article R.515-38 du code de l'environnement ;

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 5 - La Secrétaire Générale Adjointe, Secrétaire Générale par interim de la Préfecture de l'Isère, le Maire de Salaise sur Sanne et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère et notifié à la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE).

Fait à Grenoble, le **04 AVR. 2014**
 Pour le Préfet et par délégation
 La Secrétaire Générale par Intérim


 Pascale PREVEIRAULT

PRÉFET DE L'ISÈRE

**Direction départementale
de la protection des populations**

Grenoble, le 7 avril 2014

Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : Catherine REVOL
Téléphone : 04.56.59.49.76
Télécopie : 04.56.59.49.96
Courriel : catherine.revol@isere.gouv.fr

RECOMMANDE AVEC AR

Monsieur le directeur,


Lors d'une visite d'inspection effectuée le 10 février 2014 sur votre site Port de Vienne Sud à Salaise sur SANNE, l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) a constaté des non conformités dont la présence de pneumatiques sur certains VHU issus de centres agréés.

Par conséquent, vous trouverez, ci-joint, une copie de l'arrêté préfectoral N°2014094-0041 du 4 avril 2014, mettant en demeure votre société, dans un délai de 2 mois de respecter le 1° de l'annexe II de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicule hors d'usage.

Par ailleurs, je vous précise qu'en application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours, qui est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, commence dès le jour de la notification du présent arrêté.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le préfet et par délégation
Le chef de service



Sylvie DE CONTO

Monsieur le directeur
Société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE)
Port de Vienne Sud
38150 SALAISE SUR SANNE

